



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DEPAFI - Service Immobilier

30 Boulevard Clémenceau

21070 DIJON

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO Site de LONS LE SAUNIER 165 Avenue Paul SEGUIN



DEVIS DESCRIPTIF des TRAVAUX / C.C.T.P.

Niveau D.C.E.

LOT N° 6 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES

Architecte



Cabinet BEURET-RATEL

2, rue des Rochettes - 39000 LONS LE SR
Tél 03.84.24.43.24 - Fax 03.84.43.07.69
beuret.ratel@wanadoo.fr

Economiste



SAS BROISSIAT DEQUEKER

10, Bld Gambetta - 39000 LONS LE SAUNIER
Tél 03.84.43.16.66
broissiat.economiste@wanadoo.fr

O.P.C.



Cabinet HOMM

8, En Vallot - Grusse - 39190 VAL SONNETTE
Tél 06.03.58.63.00
c.haubruege@homm-bat.com

Etudes techniques



Cabinet LAZZAROTTO

9, Montée St Romain - 39200 ST CLAUDE
Tél 03.84.45.60.28 - Fax 03.84.45.12.12
bet@lazza.biz

JUILLET 2025

1 - PARTIES CONTRACTANTES

D'une part :

Maître d'ouvrage



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DEPAFI – Service Immobilier
30, Bld Clémenceau – 21070 DIJON

Et d'autres part :

Les entrepreneurs de chacun des corps d'état dont les soumissions auront été acceptées par le maître d'ouvrage et désignées dans les documents par « l'entreprise »

2 – INTERVENANTS

Architecte	Cabinet BEURET-RATEL 2, rue des Rochettes – 39000 LONS LE SAUNIER
Economiste	Cabinet BROISSIAT DEQUEKER 10, Bld Gambetta – 39000 LONS LE SAUNIER
Etudes Techniques	Cabinet LAZZAROTTO 9, Montée Saint Romain – 39200 SAINT CLAUDE
BET Structures	/
OPC	Cabinet HOMM 8 En Vallot - Grusse - 39190 VAL SONNETTE
Bureau de Contrôle	Cabinet APAVE 420, rue Blaise Pascal – 39000 LONS LE SAUNIER
Coordonnateur SPS	
Bureau d'étude Valorisation des Ressources	Cabinet L.C.D. 7, rue du Temple – 25300 DOUBS

3 - OBJET des TRAVAUX

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO
165, Avenue Paul Seguin – 39000 LONS LE SAUNIER

4 - LISTE des LOTS

- LOT N° 1 – DEPOSE / REEMPLOI
- LOT N° 2 – DEMOLITION / MACONNERIE
- LOT N° 3 – METALLERIE / SERRURERIE
- LOT N° 4 – PLATRERIE / PEINTURES
- LOT N° 5 – MENUISERIES INTERIEURES
- LOT N° 6 – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES
- LOT N° 7 – VENTILATION / PLOMBERIE
- LOT N° 8 – ELECTRICITE COURANTS FAIBLES / FORTS

5 – ENGAGEMENT DES ENTREPRISES POUR LE REEMPLOI

Les entreprises s'engagent à intégrer les matériaux de réemploi dans le cadre d'un protocole de vérification précisant : la traçabilité du produit, sa conformité d'usage, son état général.

Les entreprises devront obligatoirement s'inscrire sur l'outil de suivi Trello, mis à disposition gratuitement par Low Carbon Design. Cet outil servira à : référencer les matériaux proposés au réemploi, recueillir les avis des entreprises, valider collectivement les choix en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage (MOA), le maître d'Œuvre (MOE), les bureaux d'études et, le cas échéant, le bureau de contrôle.

Les entreprises recevront une notification lors d'une proposition de matériaux de réemploi. Celles-ci s'engagent à répondre en moins d'une semaine sur le logiciel de suivi TRELLO

6 - TRAVAUX NON COMPRIS

- Mobilier intérieur : chaises, tables, meubles....
- Equipement de cuisine
- Plans d'évacuation et extincteurs

7 - DOCUMENTS DE TRAVAIL

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) a été réalisé sur la base des plans suivants :

- Plans Architecte : Octobre 2024
- Plans Electrique / Thermique : Mars 2025

8 – DESCRIPTIF DE L'OPERATION

L'entrepreneur est réputé avoir une connaissance de l'ensemble des pièces du projet, ainsi que des prescriptions des documents contractuels d'ordre général et en particulier auxquelles il est soumis.

Après consultation des entreprises, si pour des raisons d'économies au projet ou toutes autres raisons, les spécifications du devis descriptif de base doivent être modifiées par le concepteur avec l'accord du Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur sera informé de l'ensemble de ces modifications relatives à son lot et autres implications résultant de ces modifications

9 – CLASSEMENT DE L'OPERATION

Type (activité principale et annexes) : ERP – Type R

CLASSEMENT DU SITE :

Action de la Neige et du Vent selon l'Eurocodes

Neige : Zone C1

Vent : Zone 1

Zone sismique : 3 (modéré)

Altitude : 255 m

REGLEMENT THERMIQUE APPLICABLE : /

RAPPORT INITIAL DU BUREAU DE CONTROLE : /

RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE : /

RAPPORT DIAGNOSTIC PLOMB : /

10 - VERIFICATION DES DOCUMENTS

Toutes les entreprises devront prendre auprès du concepteur tous les renseignements qui lui seront nécessaires :

- Pour l'établissement de l'offre
- Pour assurer une parfaite exécution des travaux

Il est stipulé qu'en aucun cas les entreprises ne pourront se prévaloir d'insuffisance de renseignements pour justifier d'une augmentation de leur prix ou une exécution non conforme aux documents du projet. Pour les travaux à réaliser dans le cadre d'une opération d'extension ou de réhabilitation, les entreprises ont l'obligation de se rendre sur place et de prendre connaissance des lieux.

11 - PLANS DE LA CONSULTATION

L'entreprise devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et s'assurer de leur concordance. Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les plans et l'entreprise devra sur place s'assurer de la possibilité de mise en œuvre avant toute exécution. L'entreprise signalera en temps utile, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'elle croirait utile d'y apporter. Il est précisé que les dimensions figurant sur les plans et descriptifs ne sont données qu'à titre indicatif.

12 - PLANS D'EXECUTION DE L'ENTREPRISE

Tous les plans d'exécution des entreprises devront être soumis à l'approbation du concepteur et les entreprises devront tenir compte des recommandations ou des rectifications faites et pourront exécuter que les travaux représentés sur les plans approuvés par celui-ci.

13 - DESCRIPTIF - (CCTP)

Le descriptif définit dans toute la mesure du possible les ouvrages à exécuter. L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, même ceux qui ne sont pas explicitement décrits, mais qui s'avèrent implicitement nécessaires par le fait que les travaux doivent être livrés totalement achevés dans les règles de l'Art et conformes aux normes et règlements en vigueur.

14 - QUANTITATIF – (DPGF)

Les quantités portées sur les DPGF sont calculées à partir des plans de consultation. Il appartient à l'entreprise, dans tous les cas, de vérifier ces quantités et de les adapter en fonction de son étude, de la visite des lieux et de la technicité du chantier employée. L'entreprise notera tous ses désaccords sur un mémoire annexé à l'acte d'engagement ou à son offre. Après notification du marché, aucune réclamation de l'entreprise ne sera recevable après signature des marchés.

15 - CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION

Sauf dérogation portée par les documents particuliers du marché, l'exécution des travaux traditionnels est soumise aux dispositions des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) existants suivants :

- Cahier des Clauses Techniques Communes (présent document)
- Prescriptions provisoires ou techniques isolées ayant valeur de Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Règles de calcul
- Les fournitures devront répondre aux spécifications des normes françaises existantes
- Les D.T.U. et normes applicables sont ceux dont le mois de prise d'effet figurant sur le document est antérieur de deux mois à celui du lancement de la consultation
- L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux non traditionnels est subordonné soit à un avis technique en cours de validité délivré en application de l'arrêté du 02/12/1969, soit à un accord expressément constaté par les parties.
- Eurocodes

16 - LIMITATION DU BRUIT

Les entrepreneurs devront se reporter à la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 dite « loi bruit » codifiée sous les articles L 571-1 à L 571-25 du Code de l'environnement, à son décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 ainsi qu'à l'arrêté du 22 mai 2006 du Ministère de l'Ecologie et du développement durable fixant les niveaux sonores maximaux admissibles. Ces règlements devront être respectés notamment en ce qui concerne la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes moto compresseurs et par les moteurs à explosion des engins de chantier

17 - SECURITE DES TIERS ET DU PERSONNEL TRAVAILLANT SUR LE CHANTIER

Les entrepreneurs devront se soumettre aux directives et recommandations du coordonnateur de sécurité dans le cas où il lui sera fait appel pour ce chantier dans le cadre de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994 ainsi que les différents arrêtés parus ou à paraître pouvant être applicables.

L'entreprise devra prendre toutes les protections ou mesures pour assurer la parfaite sécurité des personnes (balisage, condamnation provisoire, etc...)

18 - PERMIS DE FEU

Le permis de feu est obligatoire pour tous travaux utilisant une source de chaleur. Il ne pourra être accordé d'une manière générale ou permanente, mais définira quotidiennement l'utilisation et la localisation d'instruments à feu. Des sanctions pourront être prises en cas de manquements graves. Le chantier devra être préalablement nettoyé, des protections seront disposées aux emplacements à risques. A côté de l'ouvrier, prévoir un aide muni d'un extincteur dont l'état de marche aura été préalablement et à chaque fois vérifié. Il est également recommandé de prévoir un système d'alarme conventionnel (trompe ou sifflet)

19 - ENGINS DE LEVAGE ET ACCES AUX OUVRAGES

Chaque entreprise assurera par ses propres moyens la manutention de ses matériaux. Toutefois, l'entreprise disposant de moyens de levage pouvant servir aux autres corps d'état, ne pourra en refuser la location à ceux-ci dès lors qu'ils en feraient la demande en temps utile. Chaque entreprise doit mettre les moyens nécessaires pour accéder à ses ouvrages tel qu'échafaudage, nacelle etc...

20 - NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier sera tenu en parfait état de propreté jusqu'à l'achèvement des ouvrages. A chaque stade de ses interventions, l'entrepreneur de chaque lot doit nettoyer les lieux et évacuer ses déblais et gravois aux décharges publiques.

21 - EVACUATIONS – ELIMINATION DES DECHETS

L'entreprise doit de se renseigner, pour la remise de son offre sur les conditions de mise en décharge et d'élimination des déchets dans le secteur géographique où se situe le chantier. Il prendra toutes les dispositions en conséquence et assumera tous les frais en découlant.

DESCRIPTIF DES TRAVAUX

LOT N°6 - REVETEMENT DE SOL SOUPLE

ENGAGEMENT DES ENTREPRISES POUR REEMPLOI

Les entreprises s'engagent à intégrer les matériaux de réemploi dans le cadre d'un protocole de vérification précisant :

- la traçabilité du produit
- Sa conformité d'usage
- Son état général

Les entreprises devront obligatoirement s'inscrire sur l'outil de suivi TRELLO, mis à disposition gratuitement par LOW CARBON DESIGN. Cet outil servira à :

- Référencer les matériaux proposés au réemploi
- Recueillir les avis des entreprises
- Valider collectivement les choix en concertation avec la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre, les bureaux d'études et, le cas échéant, le bureau de contrôle.

Les entreprises recevront une notification lors d'une proposition de matériaux de réemploi. Celles-ci s'engagent à répondre en moins d'une semaine sur le logiciel de suivi TRELLO.

1 CHAPE POUR BOUCHEMENT DES ANCIENNES RESERVATIONS

Chape pour bouchements des anciennes réservations suite à la démolition des cloisons compris toutes sujétions

LOCALISATION :

- zone sanitaire / entretien
- dégagement 2 suite à démolition de la cloison de recoupement
- sanitaire 1
- bureau assistante administrative
- salle de pause
- salle de réunion
- passage de portes créés ou modifiés
- démolition tête de cloison placard

2 CHAPE AU MORTIER DE CIMENT

Chape au mortier de ciment dosé à 350 Kgs de 6 à 7 cm d'épaisseur compris joints de fractionnement si nécessaire, finition lissée (tolérance de planéité et état de surface conforme aux prescriptions de pose du revêtement de sol collé suivant DTU)

LOCALISATION :

- hall d'entrée
- sas

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO Jura

Site de Lons le saunier

165 Avenue Paul SEGUIN

3 RAGREAGE SUR CARRELAGE EXISTANT

Réalisation de ragréage sur carrelage existant sur chape comprenant :

- préparation du support. Les supports doivent être sains, propres, cohésifs, dépoussiérés et exempt de graisse compris élimination des carreaux non adhérent, réparations des manques, ponçage des traces de peintures, nettoyage suivant recommandations du fabricant
- primaire d'adhérence pour supports poreux ou fermés sans solvant (A+) type CERMIPRIM UNIVERSEL ou équivalent
- ragréage autolissant de 3 à 10 mm d'épaisseur pour locaux collectifs classés P3 type RAGREROC HP3 de chez CERMIX ou équivalent compris bande de désolidarisation en périphérie et au droit des éléments verticaux
- toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau RDC
 - dégagement
 - salle de réunion
 - sanitaire 1 - 2
 - bureau 1-2
 - responsable unité
 - assistante administrative (partiel)
 - entretien
 - bureau famille
- Niveau R+1
 - salle de pause
 - dégagement 1 et 2
 - sanitaires
 - salle de réunion

4 SYSTEME D'ETANCHEITE LIQUIDE (SEL) SOUS CARRELAGE

Réalisation d'un système d'étanchéité liquide sous carrelage (S.E.L.) type WEBERTEC SUPERFLEX D2 de chez WEBER ou équivalent comprenant :

- préparation du support : Les supports doivent être propres, sains et exempts de parties non adhérentes, élimination des traces de graisse, salissures et laitance de ciment
- application d'un primaire type WEBERPRIM RP ou équivalent sur les supports absorbants (béton cellulaire, carreau de plâtre, etc..)
- bande de renfort BE 14, bande d'étanchéité BX20, manchette MX40, AR12, AS12 et platine murale PM12 compris marouflage
- application de 2 couches de WEBERTEC SUPERFLEX D2
- protection avant la pose du carrelage
- pose de l'ensemble selon prescriptions du fabricant et DTU
- toutes sujétions

LOCALISATION :

- niveau RDC
 - sanitaire 1
 - murs: P*hsp
 - sol

5 REVETEMENT PVC HETEROGENE COMPACT U4P3-8dB

Revêtement de sol PVC hétérogène compact U4P3E2/3C2, 8dB imprimé sur support stabilisé à envers mousse type ACCZENT EXCELLENCE 4 (teinte au choix du MO dans la palette du fabricant), PVC en lés avec traitement SANITIZED et TOPCLEAN XPTM compris préparation du support, coupes, chutes, joints soudés à chaud (Le revêtement sera mis en oeuvre avec des cordons de soudure multicolores permettant une transition discrète entre lés)

- collage en plein avec une colle préconisée par le fabricant, toutes sujétions

Les sols seront conformes aux cahiers des charges de préparation des ouvrages pour la pose des revêtements de sols minces

- Pose selon prescriptions du fabricant et DTU 53.2

. Classement U4P3E2/3C2*, Bfl S1, 8 dB(A), 100% recyclable

- Le revêtement contiendra plus de 50 % de matières premières naturelles et 29 % de matière recyclée. Il sera 100 % sans phtalate, selon la norme NF EN ISO 16000-9, taux d'émission dans l'air après 28 jours sera inférieur à 10 µg/m³. classement A+ dans le cadre de l'étiquetage sanitaire

LOCALISATION :

- Niveau RDC
 - hall d'entrée
 - dégagement 1 et 2
 - salle de réunion
 - sanitaires 1 et 2
 - bureau 1 et 2
 - responsable unité
 - assistante administrative
 - entretien
 - bureau famille
- Niveau R+1
 - dégagement 1 et 2
 - sanitaires
 - salle de pause
 - salle de réunion

6 FAIENCE 20/60

Revêtement faïence carreau 20/60 (teintes au choix de l'architecte, plusieurs couleurs seront demandées 3 à minima) compris coupes, déchets, préparation du support, pose au mortier colle préconisé par le fabricant et possédant un avis technique, joints, silicone au pourtour des appareils, profils à sceller pour traitement des angles sortants, et arrêt de faïence, toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau RDC
 - sanitaires 1: P*hsp
 - wc: P*hsp
 - sanitaires 2: P*hsp
 - entretien: 2.10 dév.*1.50 ht
 - crédence: 4.66 dév.*0.60 ht
- Niveau R+1
 - sanitaire: P*hps
 - salle de pause crédence: 5.13 dév.*0.60ht

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO Jura

Site de Lons le saunier

165 Avenue Paul SEGUIN

7 TAPIS D'ENTREE INTERIEUR OUVERT ET ENROULABLE DE 22 CM

Tapis d'entrée ouvert et enroulable de 22 mm d'épaisseur type DIPLOMATE PREMIUM 522 de chez EMCO ou équivalent, teinte au choix de l'architecte, comprenant :

- cadre à sceller en aluminium
- profilés en aluminium de 27.5/22 reliés par câbles en acier zingués enrobés d'une gaine PVC avec isolation phonique sous-face, mise en oeuvre dans décaissé
- revêtement de propreté CARE 100% polyamide hautement efficace à l'absorption de l'humidité et la rétention des salissures, anti-dérapant R12 selon DIN 51130, classement feu Cfl-s1, résistance jusqu'à 2000 passages/jour de fauteils roulants, chariot à roulette, conforme aux normes d'accessibilité

LOCALISATION :

- sas

DESCRIPTIF DES TRAVAUX

LOT N°6 - REVETEMENT DE SOL SOUPLE

- PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES -

1 REVETEMENT PVC HETEROGENE COMPACT U4P3-8dB

Revêtement de sol PVC hétérogène compact U4P3E2/3C2, 8dB correspondant à l'article N°4 de la base mais intégrant des apports de matériaux de réemploi en partie ou en totalité suivant opportunité de gisement, toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau RDC
 - hall d'entrée
 - dégagement 1 et 2
 - salle de réunion
 - sanitaires 1 et 2
 - bureau 1 et 2
 - responsable unité
 - assistante administrative
 - entretien
 - bureau famille
- Niveau R+1
 - dégagement 1 et 2
 - sanitaires
 - salle de pause
 - salle de réunion

2 FAIENCE 20/60

Revêtement faïence carreau 20/60 ou autres dimensions correspondant à l'article N°6 de la base mais intégrant des apports de matériaux de réemploi en partie ou en totalité suivant opportunité de gisement, toutes sujétions

- Niveau RDC
 - sanitaires 1: P*hsp
 - wc: P*hsp
 - sanitaires 2: P*hsp
 - entretien: 2.10 dév.*1.50 ht
 - crédence: 4.66 dév.*0.60 ht
- Niveau R+1
 - sanitaire: P*hps
 - salle de pause crédence: 5.13 dév.*0.60ht